

Mouvement social

Intervention sociale communautaire et participative

Guerre sur le Liban

12 juillet / 25 Aout 2006

1. Introduction Générale :

Midi 12 juillet 2006, bombardement du pont de Damour liant Beyrouth au sud ainsi qu'au mont Liban. Personne n'a cru que c'était le début d'une guerre violente, folle et furieuse contre le Liban. Une offensive israélienne sanglante qui a engendré une réelle crise humanitaire et économique.

Au début c'était le désarroi le plus total, des déplacés, des morts et des blessés, des familles entières massacrées, des villages complètement rasées ou totalement isolés, une pénurie de produits de base et une flambée des prix...

Le pays souffrait d'un blocus total étouffant, alors que la communauté internationale restait inerte et les décideurs arabes et internationaux faisaient preuve d'une grande lâcheté, aucun appel pour le cessez-le-feu (arrêt de l'offensive), aucun appel pour le respect des droits de l'homme, et de la vie civile.

Les déplacés qui ont réussi à sauver leur vie se sont pressés aux portes des écoles publiques et des centres de rassemblement, espérant y trouver refuge. Ils ont souvent tout quitté en hâte, laissant derrière eux tous leurs effets personnels et parfois même un être cher.

Jour après jour, la violence de la guerre s'aggravait, les habitants du Sud du Liban et de la banlieue sud de Beyrouth se déplaçaient vers le nord dans des régions qu'ils croyaient plus paisibles.

Toutes les villes libanaises ont ouvert leurs portes à l'accueil des déplacés dont la migration s'est accrue quotidiennement. Les écoles publiques, les lieux de rassemblement et les jardins publiques sont devenus surchargés et même sursaturés par les déplacés entassés dans des salles de classes, des cellules ou dans des tentes non équipées.

Beaucoup de déplacés qui ont cru avoir un peu de la chance se sont réfugiés chez des proches à eux. Mais leurs ressources financières limitées et la priorité donnée par les impliqués dans l'action d'urgence leur ont écrasée toute chance de privauté demandée et a poussé la plupart d'entre eux à quitter la maison hôte pour rejoindre les autres.

Dans cette situation de crise, l'absence d'un plan d'urgence gouvernemental a poussé tous les membres de la société civile à travailler au début en hâte, puis peu à peu un travail de coordination s'est mis en place, ce qui était nécessaire et essentiel pour éviter toute duplication pouvant retarder et nuire à l'action d'urgence.

2. Intervention du Mouvement social et Principes généraux du travail :

Dans une situation assez précaire et délicate, le Mouvement Social a suspendu ses projets de développement et s'est engagé dès le premier jour de l'attaque dans l'aide d'urgence auprès des déplacés.

Il a opéré sur un large spectre d'action joignant entre coordination, assurer des besoins de bases et mobilisation contre le bafouement de toutes les valeurs humaines, outre toutes les activités pouvant dériver quotidiennement à la crise.

a. La coordination

L'importance de la coordination avec tous les acteurs de la société civile et du gouvernement réside dans la consolidation de toute action et dans l'union des efforts afin d'accomplir un travail plus efficace.

ONGs et réseaux de la société civile locale :

En l'absence d'un plan d'urgence gouvernemental, le MSL s'est adressé dès les premiers jours à ses partenaires locaux dont le collectif des ONGs pour:

- Assurer une répartition équitable des aides entre les différents lieux de rassemblement.
- Éviter la duplication dans le travail et pour assurer la grande couverture géographique possible
- Identifier, collecter et distribuer les besoins quotidiens manquants des déplacés dans les écoles et les centres de rassemblements

La plupart des ONGs et des acteurs sociaux se sont unis pendant la guerre dans des réseaux locaux dans le but de pouvoir bien gérer l'action notons:

CCR (civil campaign for relief), Lilhayat (pour la vie), Samidoun (résistants)...

D'autre part les amis, les volontaires et les partenaires du MSL se sont hâtés dans la mesure du possible à s'engager comme ils le voulaient auprès des déplacés: par un soutien financier, une aide dans les centres de rassemblement, des messages de solidarité...

Ministères et comités gouvernementaux:

Le Mouvement Social qui insistait toujours sur l'importance du dialogue et de l'implication des différentes autorités et institutions pour faire face aux problèmes sociaux s'est dès les premiers jours de l'offensive adressé aux ministères (le ministère de la santé et le ministère des affaires sociales) pour jouer un rôle principal dans l'action d'urgence, et surtout mettre en place un plan national réunificateur. En premier, le MSL assistait à

toutes les réunions de coordination, avait une présence permanente dans la salle d'opérations créée dans le ministère des affaires sociales et a coordonné plus tard le travail avec les municipalités et les ONGs qui travaillent sur le terrain pour assurer surtout les besoins des déplacés dans différentes régions du territoire libanais.

Sauf qu'il reste à rappeler que le gouvernement n'a pas pu tout au long de la crise de mettre un plan clair pour son action.

Partenaires et amis internationaux:

L'action du Mouvement Social n'était pas limitée à l'action locale, elle l'a dépassée à l'appel de tous ses partenaires internationaux (Partage – CCFD– Christian Aid – Oxfam-....) qui de leur côté exprimaient leur soutien et leurs désarrois à l'égard de ce qui se passait au Liban.

Le soutien de nos partenaires et amis à l'étranger durant et après la crise s'est traduit à plusieurs niveaux:

- Soutien financier pour répondre aux besoins des déplacés identifiés par l'équipe de travail du MSL qui ne tardaient pas à exprimer à chaque fois leur engagement auprès des plus défavorisés.
- Pression auprès de leurs sociétés civiles et de leurs gouvernements par plusieurs moyens (appel de dons et mobilisation médiatique) pour mettre terme à la guerre sanglante.
- Contribution en nature de certains produits;Le Mouvement Social avait le souci de ne pas acheter des kits qui pouvaient être livrés par d'autres ongs;notons qu'une collaboration a été faite auprès de :
 - a. L'UNDP pour assurer des bouteilles d'eau potable
 - b. NPA (Norwegian people aid) pour assurer les matelas et certains kits hygiéniques
 - c. Relief International pour assurer des kits hygiéniques (autres que ceux fournis par NPA).
- L'action du Mouvement Social était un centre d'intérêt et référence pour plusieurs associations, ou organisations internationales, auquel elles ont eu recours pour une acquisition d'une vision claire de la méthode d'organisation et du déroulement de l'action dans différentes régions. A ce titre, UNHCR a demandé au Mouvement Social d'organiser un workshop pour un échange d'expérience avec tous les membres de la société civile travaillant sur le terrain.

b. Lieux d'intervention

Quelques jours après le premier bombardement, la gravité de la crise s'accroît était déjà claire, des séquelles humanitaires augmentaient et les secouristes avaient du mal à atteindre les régions sinistrées, le Mouvement social élargissait de jour au jour son action pour atteindre le plus grand nombre de régions et répondre par suite avec les moyens qui lui sont donnés aux besoins des déplacés.

Avec l'augmentation continue du nombre des déplacés, le Mouvement Social arrivait à agir, vers la fin de la guerre, auprès de 10.000 déplacés qui se répartissaient entre des lieux de rassemblement, chez des proches ou chez des habitants qui les ont accueillis

chez eux et ceci dans les régions de Tripoli, Akkar, Zahlé, Beit-Mery, Saida, Beyrouth, et la banlieue de Beyrouth (*Voir le tableau ci-joint*).

c. Organisation interne

La guerre imprévue, nous a noyés comme tous les libanais dans une ambiguïté voilant totalement les prévoyances d'une fin ou d'une continuité de la l'attaque.

La situation nous a porté à une mise à jour continuelle de notre plan d'action qui devait être revue constamment vu la succession d'événements parfois imprévus qui avait lieu; Suite à l'offensive israélienne qui attaquait chaque jour de nouvelles régions et obligeait plus d'habitants d'évacuer leurs quartiers et se déplacer vers d'autres plus sereins et plus paisibles.

Deux semaines après le début de la guerre les comités et les ONGs internationales commençaient à s'orienter vers le Liban indiquant ainsi la continuité évidente de la guerre déclarée : " Guerre de juillet ". Dans ce contexte, l'équipe du Mouvement Social tâchait à trouver une nouvelle stratégie de travail.

Suivant les nécessités et les besoins déjà identifiés, employés et volontaires se sont organisés en plusieurs équipes comme suit :

- Six équipes qui assurent la permanence, l'organisation interne et l'approvisionnement en aide dans une école à Beyrouth, 7 lieux de rassemblement à Tripoli, 4 à Saida, 2 au Akkar ,1 à Beit Mery et 1 à Zahlé.
- Une équipe chargée du recensement des besoins de 11 écoles, lieux de rassemblement et familles dans des appartements à Beyrouth
- Une équipe pour l'achat et le stockage des aides au siège du Mouvement Social à Badaro
- Une équipe pour la redistribution et l'acheminement des aides vers les lieux de rassemblement à Beyrouth
- Une équipe chargée des animations et des activités
- Une équipe pour la coordination interne et externe

d. Nature de l'intervention

Plusieurs facteurs ont aidé le Mouvement social à mener une action d'urgence efficace répondant consciencieusement aux besoins des déplacés.

L'expérience requise pendant les guerres antécédentes et le travail sur le terrain lui ont permis de bien déterminer les axes de son intervention, celle-ci malgré la crise, a toujours été alimenté par une approche de développement, une approche montrant l'importance de faire participer les déplacés dans le travail quotidien d'organisation et d'exécution, pour qu'il puissent eux-mêmes s'exprimer sur leurs besoins.

- Alimentation:

Quelques jours après le début de la guerre, le majeur problème était celui de l'alimentation ; les prix flambaient et la petite somme d'argent que les déplacés ont réussi à emporter avec eux ne leur suffisait plus pour survivre. Le Mouvement Social cherchait ainsi une alternative pouvant procurer aux déplacés une alimentation d'une part saine et

équilibrée et d'autre part plus économique et réalisable. C'était celle de cuisines permanentes dans les lieux de rassemblement. Avec la coordination de différentes ONGs sur le terrain, l'équipe du MSL a réussi à mettre en place 14 cuisines (équipements, ustensiles et gaz combustible) auxquelles elle assurait quotidiennement les produits alimentaires et autres (légumes et fruits, denrées).

- **Produits de première nécessité et Médicaments :**

Le MSL était très conscient de tous les besoins pouvant surmonter dans les jours suivants. L'inquiétude sur la situation sanitaire des déplacés était vachement claire : le travail à ce niveau a joint plusieurs volets :

- Assurer les produits hygiéniques et sanitaires multiples aux lieux de rassemblement (détergents, couches pour enfants et vieux, serviettes, serviettes hygiéniques...)
- Essayer d'assurer à chaque famille des draps et des couvertures pour éviter les maladies
- Assurer en collaboration avec le ministère de la santé, la croix rouge, l'Ambassade de France et une pharmacie à Beyrouth (en cas de carence), les médicaments prescrits aux déplacés, après consultations médicales
- Assurer une cure contre les poux et la peste
- Collaborer avec la défense civile pour assurer l'eau aux lieux de rassemblement

- **Activités auprès des enfants :**

L'intervention auprès des enfants a été depuis le début une priorité pour le Mouvement social n'était pas un pas tardif à être pris.

Etant les plus sensibles aux conséquences de la guerre et des massacres qu'ils ont vécus, il était essentiel de leur procurer un espace d'expression et d'animation pour qu'ils puissent extérioriser leurs peurs et leurs envies, un espace de divertissement pouvant les retirer de l'ambiance étouffante de la guerre.

Au début, c'était la spontanéité qui oriente l'action, une équipe de volontaires au Mouvement Social organisait des séances de rassemblement pour faire connaissance avec les enfants, entamer des discours avec eux et à leur demande effectuer des activités qui leur plaisaient.

Une semaine plus tard l'animation dans les écoles a pris une autre image, elle suivait un plan d'action bien déterminé joignant entre : dessin, projection des films, jeux, travaux manuels et également des soirées de chants et de musique.

e. L'arrêt de l'offensive et la perspective du MSL

La grande question qui se posait avant même l'arrêt de la guerre: que sera le sort des déplacés une fois que les hostilités prendront fin, et que le recensement des dégâts sera fait? Un grand nombre de familles n'a plus de logement et pour d'autres leurs maisons ont été gravement endommagées.

Quelques minutes après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu (arrêt de l'offensive), toutes les familles ont quitté les lieux de rassemblement pour retrouver leurs maisons et leurs quartiers et ont réalisé la gravité des répercussions des bombardements dans les quartiers de la banlieue sud, du sud Liban et de la Bekaa (destruction, pas d'eau, pas d'électricité, une pollution étouffante...).

Les premières statistiques montraient la gravité de la catastrophe humanitaire, économique et environnementale qui s'étendaient également sur tout le territoire libanais, il paraît très clair que l'intervention des différentes composantes de la société civile ne suffira pas. Il est nécessaire plus qu'avant d'avoir un plan national fédérateur de reconstruction, la grande question qui se pose actuellement, retomberons-nous dans l'après guerre de 1975, corruption et détournement de fonds?

Les chefs des petites entreprises et les agriculteurs se trouvent sans travail, les employés des usines rasées à terre le sont aussi. Les enfants souffrent d'un malaise psychologique, il leur est difficile de retrouver un semblant de vie. Ceux dont l'école a été détruite n'auront pas droit à une rentrée scolaire habituelle.

Le Mouvement Social, de son côté, continue son action pour permettre aux plus défavorisés d'avoir accès à leurs droits. Il recentrera - après l'urgence - son intervention dans le développement. Il agira pour donner à ces femmes, hommes et enfants les moyens de se reconstruire socialement, économiquement et psychologiquement.